

L'industrialisation en Afrique : Sortir des modèles de pensée mercantilistes (Note)

Jean-Pierre Gern

Volume 21, numéro 2, 1990

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702661ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702661ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Gern, J.-P. (1990). L'industrialisation en Afrique : Sortir des modèles de pensée mercantilistes (Note). *Études internationales*, 21(2), 277–289.
<https://doi.org/10.7202/702661ar>

L'industrialisation en Afrique: Sortir des modèles de pensée mercantilistes

Jean-Pierre GERN*

Les considérations qui suivent, inspirées par l'étude des problèmes de quelques pays d'Afrique sub-saharienne, ne s'appliquent pas rigoureusement à tous les pays de la région, mais d'une manière ou d'une autre, elles risquent d'être significatives pour tous.

Si nous faisons référence à des modèles de pensée des XVII^{ème} et XVIII^{ème} siècles, nous ne voulons en aucune manière suggérer que le processus actuel d'industrialisation en Afrique soit le même que celui que l'Europe a connu à l'époque. Même si nous nous référons à des théories de l'Europe pré-industrielle ou de l'industrialisation naissante, nous sommes très conscients que le contexte actuel est totalement différent. Nous ne tentons pas d'appliquer ces théories, mais seulement d'y puiser quelques suggestions pour éclairer le débat actuel.

I – Le modèle mercantiliste et les politiques actuelles

Le modèle mercantiliste a été développé dans l'Europe des XVI^{ème} et XVII^{ème} siècles principalement. Il est peut-être abusif de parler d'un modèle, vu la diversité des auteurs. Nous ne pouvons rendre compte ici de l'ensemble de ce courant de pensée, nous ne nous attacherons qu'aux éléments les plus généralement retenus, éléments que nous pouvons sans violence excessive organiser sous forme d'un modèle.¹

A — Traits principaux du modèle mercantiliste

Le développement est au centre des préoccupations de ces auteurs. Certes, ils en proposent une définition relativement restreinte: il s'agit de l'enrichissement de la classe urbaine, notamment des commerçants, et du Prince. Le niveau de vie du petit peuple des campagnes, voire des villes, ne

* Professeur à la Faculté de droit et des sciences économiques de l'Université de Neuchâtel, Suisse.

1. Voir Pierre DEHON, *Le Mercantilisme*. Paris, Flammarion, 1969; A de MONTCHRÉTIEN, *Traité de l'Économie politique*, 1615, réédité par M. Rivière, Paris; W. PETTY, *Economic Writings*, Kelley, 1963.

Revue Études internationales, volume XXI, n° 2, juin 1990

les préoccupe pas beaucoup: leur travail est plus considéré comme un coût que comme un revenu.

Implicitement, l'économie proposée par le modèle est duale. S'y opposent le secteur urbain, notamment les commerçants, et l'économie rurale.

L'enrichissement recherché doit provenir premièrement des relations économiques avec l'extérieur: le commerce enrichit et pour que le commerce soit fructueux, il faut également produire des biens demandés à l'étranger, d'où l'on obtiendra ce qui fait la richesse (or, argent, ...).

La politique proposée vise donc surtout à favoriser la croissance et l'enrichissement des secteurs du commerce et de l'industrie, sans tenir compte des effets de rétroactions et des solidarités (techniques, économiques) avec les autres secteurs.

Pour promouvoir l'enrichissement de ces secteurs, il convient de leur assurer un approvisionnement abondant et à bon marché ainsi que de larges débouchés à bon prix donc sans trop de concurrence. De cela découle nombre de mesures de politique économique.

Les produits d'exportation peuvent être de diverses origines. La France exportait blé, vin, sel, toile, quincaillerie: donc des produits agricoles, des produits de mine et d'industrie. Les mercantilistes affirment leur préférence pour l'exportation de produits d'industrie. En effet, l'exportation de produits agricoles risque d'entrer en conflit avec l'approvisionnement des villes en subsistance. Or, il est essentiel d'éviter que la population urbaine soit restreinte par le manque de subsistance, ou même qu'elle doive payer des prix élevés pour l'obtenir – ce qui accroît le coût du travail. Donc priorité à la production de subsistances à usage local sur les exportations agricoles.

Par ailleurs, il convient d'éviter l'exportation de matières premières d'origine agricole; cela permet le développement d'industries à l'étranger au détriment d'un développement industriel local. Pendant des siècles l'Angleterre a lutté contre l'exportation de laines brutes – qui bénéficiaient surtout aux Flandres, plus industrialisées, plus développées – et les auteurs de l'époque ne manquent pas de montrer l'intérêt qu'aurait l'Angleterre à filer et tisser elle-même la laine de ses moutons. La valorisation industrielle des matières premières d'origine locale est au coeur des réflexions et des politiques de l'époque. La mise en valeur des ressources minérales également. Certes les mines n'étaient que peu développées, mais l'appoint notamment pour la France de la production et de l'exportation de sel n'était pas négligé.

La protection contre l'importation de produits manufacturés: On est très soucieux de ce que le marché national des biens manufacturés ne soit pas envahi par les étrangers. Certes il ne s'agit pas de vivre en autarcie, puisque c'est du commerce extérieur que vient la richesse! mais d'accroître le marché pour les manufactures locales;

L'interdiction d'importer sans exporter. Pour éviter le drainage des richesses par les étrangers, ils devront acheter des produits locaux pour le montant de ce qu'ils auront vendu;

L'ouverture de foires. Pour attirer le commerce on crée des lieux de foire. Mais encore faut-il en tirer le bénéfice: donc, obligation de passer par des intermédiaires locaux, actions contre les commerçants étrangers établis sur le sol national;

Monopoles commerciaux en faveur de compagnies d'État, régies d'État pour les produits les plus lucratifs;

Soutien aux industries nouvelles. On fait tout pour attirer les artisans étrangers, pour faciliter les transferts de technologie (espionnage technologique,...).

Pour le développement de l'industrie, on ne préconise pas seulement des mesures de soutien. L'État lui-même se fait investisseur industriel. Colbert, auteur mercantiliste connu, est aussi ministre et fait ériger maintes manufactures d'État, grands établissements industriels qui contrastent avec les ateliers et manufactures privés.

B — Les politiques suivies en Afrique

Les politiques préconisées par les auteurs mercantilistes rappellent à maints égards celles qui ont été poursuivies jusqu'à ce jour dans les pays d'Afrique en voie d'industrialisation.

1. Premièrement, elles sont l'oeuvre d'une bourgeoisie urbaine qui voit l'enrichissement, le développement, dans l'expansion de ses activités.
2. Comme alors, cette bourgeoisie vit principalement du commerce extérieur et de ses retombées.
3. Comme alors, elle cherche dans les campagnes les produits d'exportation et la subsistance; la campagne est pour elle source d'approvisionnement. Le bon marché des produits vivriers est recherché aujourd'hui comme par les mercantilistes; il s'agissait alors surtout de rendre compétitives les exportations de produits manufacturés, tandis qu'aujourd'hui la raison en est plutôt politique — mais le résultat est le même: une politique économique qui rend les termes de l'échange ville-campagne aussi défavorables que possible à la campagne.
4. Le commerce urbain s'enrichit, comme alors, de l'exportation de produits agricoles. Ces exportations sont contestées, parce qu'elles risquent de nuire à l'approvisionnement en produits vivriers. Certes l'intérêt apporté aux exportations agricoles est plus grand aujourd'hui: tandis qu'en Europe les propriétaires fonciers se réservaient l'essentiel du surplus de l'agriculture, il est en Afrique plus disponible pour les classes commerçantes et gouvernementales, auxquelles la manufacture urbaine offre moins de produits d'exportation. Notons que l'agriculture est pratique-

ment scindée en deux secteurs qui s'interpénètrent, mais restent distincts: produits d'exportation et produits vivriers; au contraire de l'Europe mercantiliste, ce ne sont guère les produits vivriers qui sont exportés. La concurrence entre subsistance et exportation agricole se pose donc en termes différents. L'exportation de produits agricoles ne risquant guère de nuire à l'économie urbaine, elle est favorisée par les milieux commerçants qui y trouvent une source de profits considérable.

5. La politique d'industrialisation a pris une allure semblable: la constitution de grandes unités financées par l'État – beaux projets peu intégrés dans le paysage et de rentabilité douteuse... (on peut comparer les réalisations industrielles de Pierre le Grand et celles de la plupart des Gouvernements africains).
6. Les moyens de stimulation des entreprises industrielles privées ont bien des éléments en commun. Certes, au XVI-XVII^{ème} siècles, ils avaient plus de chance d'avoir des effets durables car les concurrents étrangers n'étaient guère plus avancés. Aujourd'hui ils coûtent plus cher à l'État, mais leur efficacité est moindre.
7. On prenait des mesures pour assurer un marché aux manufactures, à l'intérieur comme à l'extérieur. Aujourd'hui on oppose comme deux options politiques incompatibles la protection du marché local en faveur d'industries qui se substitueraient aux importations et la stimulation d'exportations. Alors on combinait adroitement les mesures de protection du marché local et de promotion des exportations. Si l'on y regarde de plus près, on constate qu'en Afrique les entreprises qui travaillent pour le marché local et celles qui valorisent les produits d'exportation sont très distinctes les unes des autres. Rares sont celles qui travaillent pour les deux marchés; ce n'est le cas que de quelques entreprises qui, vu l'évolution des consommations locales, se sont mises à vendre sur place une partie d'une production mise en place pour l'exportation, ou d'entreprises qui, travaillant pour le marché local, ont trouvé quelques débouchés dans des pays voisins. Si l'on analyse les exportations industrielles selon leur destination (pays industrialisés ou pays voisins) la démarcation entre les deux groupes d'entreprises devient encore plus claire (production pour la région contre production pour les pays industrialisés). Cela explique que dans les faits, les pays africains puissent sans difficulté combiner la protection du marché local et la stimulation des industries d'exportation, comme du temps des mercantilistes.
8. Comme celles des mercantilistes, les politiques de développement des pays africains ont promu une économie duale, avec un secteur moderne qui jouissait de l'essentiel des investissements et des interventions de l'État, et un secteur « traditionnel » qui a plus bénéficié de bonnes intentions dans les « Plans de développement » que dans la réalité.
9. De même, ces politiques ont été plus orientées vers la création d'unités de production et de flux d'exportation que vers la constitution d'une économie nationale cohérente et articulée.

10. Enfin, elles ont largement drainé le surplus du secteur productif, surtout agricole, en faveur de l'État et du commerce.

II – Les limites du modèle mercantiliste

Le modèle mercantiliste, tel que nous l'avons exposé pouvait-il conduire à l'industrialisation de l'Europe? On peut avoir de sérieuses raisons d'en douter. Les entreprises industrielles créées de toutes pièces alors par l'État n'ont pas été l'amorce de l'industrialisation. Même si elles ont perduré, elles sont restées quelque peu en marge du tissu industriel qui s'est constitué dès le XVIII^{ème} siècle. La protection des activités locales a bénéficié aux activités antérieures plus qu'aux industries naissantes (quoique ces dernières aient joui dans tous les pays d'une certaine protection).

L'effort de la politique mercantiliste pour créer une industrie et enrichir l'État par des exportations de produits industriels pouvait assurer un certain développement, mais était incapable de constituer un tissu industriel intégré. Et si le grand commerce – c'est-à-dire les voies commerciales nouvelles ouvertes par les grandes découvertes et la colonisation – n'avait pas bouleversé les structures socio-économiques de l'Europe, il est peu probable qu'elle se serait jamais industrialisée. En quoi la politique mercantiliste était-elle insuffisante? – Elle visait au développement de certains secteurs d'activité, sans guère d'égard pour les autres. Elle tentait de stimuler par tous les moyens ces secteurs – mais ne parvenait pas à accroître leurs débouchés que par la lutte que menaient les uns contre les autres les centres artisanaux et commerciaux. Il est exact que ce que l'un gagnait l'autre le perdait – non parce que la monnaie était en quantité limitée, mais parce qu'on luttait pour des débouchés qu'on ne savait pas élargir véritablement.

Dans leur politique d'industrialisation, les pays d'Afrique ne se heurtent-ils pas aux mêmes contraintes? Ne nourrissent-ils pas les mêmes illusions? Que leur politique d'industrialisation soit fondée sur la substitution d'importation ou sur la valorisation d'exportation, ou sur les deux à la fois... peu importe, la contrainte est la même. Qu'ils luttent contre les pays industrialisés sur le marché national ou contre les autres pays en voie d'industrialisation sur le marché de leur produit d'exportation... leur politique industrielle est bloquée pour la même raison que celle des mercantilistes: parce qu'elle est une politique « industrielle ». Certes, contrairement aux mercantilistes, les responsables africains accordent beaucoup d'importance et même parfois d'investissements à l'agriculture. Mais cela ne doit pas faire illusion. Si les investissements réalisés permettent d'accroître les surfaces cultivées par la construction de voies de communication ou de barrages d'irrigation, ils n'augmentent généralement pas la productivité du travail agricole. Il en va de même des dépenses d'intervention, qui multiplient à travers les campagnes les techniciens et représentants de l'administration, sans pour autant modifier efficacement les modes culturels... l'argent revient en ville et la campagne reste pauvre avec un niveau de revenu aussi faible par rapport à celui des urbains que du temps des mercantilistes.

Un tissu industriel ne peut être développé, s'il ne s'intègre pas dans un tissu économique dynamique. C'est une illusion que de croire que la pauvreté des ruraux, petits artisans et domestiques favorise par la modicité de leur prix de vente le secteur industriel dont les coûts semblent diminués d'autant. Le niveau de vie de la bourgeoisie urbaine et des salariés du secteur industriel en est certes amélioré... mais au prix de leur propre devenir.

III – Les innovations théoriques du XVIII^{ème} siècle

Si la similitude que nous avons suggérée entre la pensée mercantiliste et les politiques d'industrialisation de maints pays d'Afrique a quelques fondements, il vaut la peine d'apporter une attention accrue aux modèles théoriques qui s'y sont substitués et qui ont suggéré des politiques plus favorables à l'industrialisation.²

A — Quelques éléments cruciaux des théories du XVIII^{ème} siècle

Nous ne nous arrêterons pas aux diversités d'approche et de pensée des économistes du XVIII^{ème} siècle, mais retiendrons les traits essentiels d'un modèle qui, esquissé tout d'abord par des auteurs comme Boisguillebert et Vauban a trouvé une très belle expression dans le petit livre de Cantillon puis a été travaillé et retravaillé par les physiocrates, sans mentionner d'autres auteurs tels Hume, Forbonnais,... qui tous ont en commun de concevoir l'économie nationale comme un système intégré de flux. S'il y a un point de vue idéologique dans ce modèle, c'est l'affirmation du mérite des travailleurs face aux classes oisives et peu productives. Mais ce n'est pas là ce qui fait sa signification, c'est la conscience progressive des interdépendances intersectorielles. Notons de plus que ces interdépendances n'apparaissent pas de manière neutre comme dans une matrice de Léontieff; les effets d'entraînement y sont clairement perçus; les revenus primaires sont distingués des retombées de revenu qu'ils provoquent. Le modèle est donc beaucoup plus qu'une description de l'économie, c'est une compréhension de sa dynamique interne et par conséquent de ses potentialités de croissance. Il n'est certes pas question de secteur-moteur (le concept est plus récent) mais de revenu dominant. Et les auteurs sont unanimes à accorder au revenu provenant de l'agriculture ce rôle de revenu dominant, non sans raison d'ailleurs.

La manière dont les variables s'articulent dans ce modèle mérite attention. Le modèle est centré sur les échanges entre secteurs, mais ne néglige pas pour autant l'importance du commerce extérieur. Cette interaction des flux internes et externes sortira malheureusement du champ de vision des

2. Voir: BOISGUILLEBERT, « Le Détail de la France », dans: « *Les Grands économistes*, Ed. O. Zeller 1966; VAUBAN, « La Dime royale » (*id.*); D. HUME, « Essai sur le Commerce le luxe et l'argent » (*id.*); R. CANTILLON, *Essai sur la nature du commerce en général*, INED, Paris, 1952; Fr. QUESNAY, *Oeuvres*, INED, Paris, 1958.

économistes avec le modèle de Ricardo – d'où l'intérêt actuel du modèle du XVIII^{ème} siècle.

Les flux internes qui reçoivent le plus d'attention sont les flux de revenus (et donc les flux de dépenses qui y sont liés). Tout secteur vit des revenus que lui versent les autres secteurs par leurs dépenses, à l'exception de l'agriculture qui vit essentiellement d'auto-consommation et qui verse en rentes l'essentiel de ses revenus monétaires. Cela crée une relation asymétrique entre agriculture et secteur urbain, relation qui est arbitrée par les détenteurs de la rente foncière. Ces derniers jouissent d'un triple pouvoir:

Comme détenteurs du principal instrument de production, la terre;

Comme bénéficiaires du revenu dominant;

Comme maîtres du modèle culturel, notamment du modèle de consommation.

Il est évident que dans un tel contexte la dépendance de l'« industrie » par rapport à l'agriculture est nécessairement considérable, les activités urbaines produisant un revenu égal aux achats qui leur viennent des propriétaires fonciers et des agriculteurs multiplié par ce que Keynes appellera plus tard un « multiplicateur ». La croissance de l'« industrie » ne peut que suivre, en rigoureuse proportion, l'accroissement de la dépense provenant de l'agriculture, notamment de la rente foncière. Et si la production est exportée? – elle prend simplement la place de celle que permettrait à l'étranger la dépense de la rente foncière du pays.

En conséquence, c'est en payant de forts prix à l'agriculteur que l'« industrie » pourra se développer puisque cela:

Permet d'accroître l'investissement et donc la production agricole;

Accroît le revenu dominant dont vit l'« industrie ».

Mais le commerce extérieur n'est pas pour autant négligé; il intervient dans le réseau des flux internes pour les dynamiser de diverses manières selon les auteurs:

Pour Cantillon, c'est le solde positif de la balance commerciale qui en créant un volume de revenu supérieur à la production interne stimule cette dernière. Il imagine de manière très concrète comment les exportateurs dépensent ce revenu supplémentaire auprès de divers secteurs qui, selon l'élasticité de leur offre élèveront leurs prix ou leur production, mais dans tous les cas leurs revenus et leurs dépenses auprès d'autres secteurs, qui à leur tour... C'est ainsi que par un jeu de multiplicateur, l'excédent de la balance commerciale stimule toute l'activité – au risque d'ailleurs de créer des tensions inflationnistes et, par défaut d'ajustement, des cycles déflationnistes.

Pour Hume, les flux internes n'atteignent pas le niveau qu'ils pourraient faute d'intérêt à produire davantage. Mais les relations avec l'extérieur suscitent de nouveaux besoins de consommation, font connaître de nouvelles techniques, ce qui aboutit à l'intégration de la

campagne dans les circuits monétaires et au gonflement de ces derniers, à un tel point que le commerce extérieur après un temps pourrait même ne plus être nécessaire.

Pour Quesnay, le commerce extérieur n'enrichit guère les nations; il n'apporte pas des biens de plus grande valeur qu'il n'emporte; mais il joue un rôle clé comme stimulant des circuits internes. En effet l'exportation de grains maintient à un prix élevé et régulier les ventes de grains et permet de les accroître sans risque d'effondrement de prix. Le revenu dominant en est augmenté et l'économie urbaine en est la bénéficiaire: l'augmentation de son revenu dépasse celle de ses frais de subsistance!

B — L'apport des théories du XVIII^{ème} siècle pour la politique de croissance

1. Il importe de distinguer l'enrichissement d'un secteur et la croissance de l'économie. Quelques entreprises qui s'enrichissent ne signifie pas croissance de l'ensemble. Leur prospérité peut même se réaliser au détriment de l'ensemble de l'économie.
2. L'économie nationale est premièrement caractérisée par un réseau de flux; c'est du développement de la circulation interne des biens, des revenus, des flux de financement,... que dépend la croissance.
3. La prospérité d'un secteur dépend donc de celle des autres, la meilleure manière de la promouvoir est d'assurer celle de ses partenaires.
4. Cela est notamment vrai de la relation: secteur urbain – secteur rural. C'est de l'accroissement du revenu, de l'investissement, de la productivité du secteur urbain.
5. Entre partenaires économiques interdépendants, celui qui impose à l'autre des termes de l'échange défavorables (notamment faibles prix agricoles) nuit à son propre développement.
6. Le commerce est intermédiaire entre producteurs. Les activités de ces derniers sont stimulées par des conditions favorables d'achat, de vente et par conséquent de financement. L'accaparement du surplus par le commerce atrophie le secteur productif.
7. Le commerce extérieur n'enrichit pas par les richesses qu'il permet d'accumuler (notamment dans le secteur commercial), mais par les effets induits des exportations et des importations.
8. L'effet principal des exportations n'est pas l'apport de devises, mais la stimulation du secteur produisant les biens d'exportation et les retombées sur les autres secteurs, d'où l'importance de favoriser les effets induits.
9. Les importations ne sont pas un simple poids sur la balance commerciale. Les biens qu'elles permettent d'acquérir peuvent stimuler les productions

locales: elles créent des marchés dont la production interne pourra ensuite s'emparer; elles éveillent des besoins qui accroissent la production du surplus commercialisable, notamment dans le monde rural.

10. La politique de développement ne peut donc se concentrer utilement sur un secteur, sur un segment de l'économie; elle doit premièrement s'assurer que chaque région, chaque secteur, participent au processus de croissance, faute de quoi ce dernier se bloque.

IV – La signification actuelle des innovations théoriques du XVIII^{ème} siècle

Le modèle du XVIII^{ème} siècle, que nous venons d'esquisser en retenant l'essentiel des contributions des auteurs de 1700 à 1770, nous invite à penser que, contrairement aux suggestions des mercantilistes, il ne sert à rien de tenter une politique industrielle toute tournée vers l'industrie. Il nous suggère que la croissance d'une production ou d'un secteur dépend du milieu dans lequel ils sont intégrés. Il suggère aussi qu'il n'est pas également possible de promouvoir n'importe quelles productions. La promotion de telle production a pour effet de transformer le contexte économique de manière positive, ce qui assure des opportunités d'autant plus grandes à cette production. Par contre, la promotion de telle autre (c'est souvent le cas pour l'industrie) n'a pas d'effet positif sur le contexte économique et inévitablement elle plafonne assez vite.

Ce modèle nous suggère d'accorder une grande attention au revenu dominant, à ses sources, à sa dépense. Comme au XVIII^{ème} siècle, le revenu dominant vient de l'agriculture. Mais tandis qu'alors c'était l'ensemble de la production agricole qui en était la source, aujourd'hui ce sont presque uniquement les cultures d'exportation. Cette dualité interne du secteur agricole n'existait guère (certes il connaissait maints autres clivages) – ce qui ne manque pas d'influencer la dynamique du développement. Quesnay suggère d'accroître le revenu dominant par l'élargissement du marché extérieur des produits agricoles. En Afrique, c'est chose faite, et à tel point que la concurrence entre pays tropicaux conduit à une chute des recettes de tous! Vu l'importance cruciale qu'il revêt pour chacun d'eux, vu le nombre d'outsiders capables d'entrer à tout moment sur le marché, est-il possible de faire une politique de maximisation des recettes d'exportation? La question, souvent débattue, ne semble jamais trouver de réponse affirmative. Elle se posait différemment pour Quesnay puisque ce n'était pas la valeur des exportations qui comptait, mais leur effet sur les prix agricoles internes. La dualité du monde agricole africain fait que les exportations n'influencent guère les prix agricoles internes.

L'expansion du revenu dominant ne peut pas se faire aujourd'hui comme alors. Il n'en est pas moins vrai que, comme alors, le développement du revenu agricole est la clé de l'expansion de l'industrie. Mais, dans un contexte différent, des moyens différents doivent être trouvés:

L'exportation de produits agricoles n'est pas sans avenir mais exige des efforts de diversification, de conditionnement, de création de marchés et de circuits de commercialisation;

Le développement du marché interne constitue aujourd'hui vraisemblablement la principale opportunité! Encore faut-il qu'elle se matérialise, ce qui exige une politique économique diligente.

Certes, c'est du développement de l'agriculture que dépend l'essentiel des possibilités de développement de l'industrie. Encore faut-il préciser que la demande du secteur agricole est double: les besoins d'inputs suscités par sa modernisation sont tout aussi significatifs (sinon plus) que la dépense de son revenu (ces flux ont bien été mis en lumière par Quesnay).

Mais outre la formation de ces flux de revenu et de demande d'input, il faut encore considérer quels sont leur cheminement et leurs répercussions à travers l'économie urbaine. On trouve quelques références chez Hume et Cantillon à ce sujet, mais il faut tenter de pousser la réflexion plus loin qu'eux. Pour un revenu primaire donné, de quoi va dépendre le « multiplicateur », qui détermine le volume global du revenu urbain? (Poser le problème ainsi ne nous semble pas illégitime pour les villes africaines).

Pour Keynes, c'est le taux d'épargne qui détermine le multiplicateur. Ici il faudrait plutôt parler d'évasion de revenu sous deux formes:

Revenus transférés à l'étranger surtout par les cadres des pays industrialisés, exportations de profits et dividendes, fuite de capitaux;

Achat de biens d'importation.

Voilà des paramètres sur lesquels peut utilement porter la politique. Mais il s'y en ajoute d'autres, car il faut aussi que l'offre locale réponde positivement. La réponse de l'offre locale sera d'autant plus positive que:

La demande de consommation n'est pas trop influencée par des modèles étrangers;

La production locale est intégrée et ne recourt pas à des inputs et équipements importés;

Le revenu provenant de l'offre locale est largement distribué et ne reste pas dans les mains d'une classe commerçante enrichie.

En effet si dans le contexte de Keynes, c'était l'épargne qui limite l'action du multiplicateur, ici c'est manifestement l'évasion des flux de revenus vers l'extérieur.

Si le concept de secteur-moteur est absent du modèle du XVIII^{ème} siècle, l'idée n'en est pas moins présente. Il y apparaît clairement que certaines productions s'accroissent au rythme du produit national, tandis que d'autres doivent entraîner l'ensemble. Le concept a récemment acquis une grande notoriété. Et pourtant on est surpris du peu d'attention dont il jouit dans l'analyse du développement et de l'industrialisation en Afrique. En effet, le problème crucial de ces pays, c'est l'émergence d'un secteur-moteur. On est généralement conscient que (hormis les pays à grandes ressources minérales)

seule l'agriculture peut aujourd'hui jouer ce rôle. On espère que l'industrie assurera un jour le relais. Mais ce que cela requiert de l'agriculture et ce que cela exigerait en termes de tissu industriel reste dans l'ombre.

Quesnay mieux que tout autre a décrit comment l'agriculture, par la transformation de ses structures et de ses techniques, pouvait et devait assurer le rôle de secteur-moteur. De la confrontation de ce qui se passe en Angleterre et en France il tire tout un programme pour son pays. Il n'est pas utile de le reprendre par le détail (remplacement des boeufs par des chevaux, etc.) les conditions étant à ce niveau-là différentes. Mais il est utile de retenir l'importance qu'il accorde:

À de bons canaux de commercialisation;

À des prix incitateurs et capables de financer l'investissement agricole;

Aux changements techniques de l'agriculture, nécessaires à l'accroissement de sa productivité;

À la réorganisation des domaines, des relations entre propriétaires et cultivateurs... (les structures sociales du monde rural ont une incidence considérable, mais sous-estimée);

À l'impact des transformations de l'agriculture sur les autres activités économiques à travers les jeux de flux sur lesquels son école a tant travaillé.

On peut certes lui reprocher de n'avoir pas dénoncé le poids de l'aristocratie foncière dans les échanges agriculture-industrie, comme le fera à peine plus tard Adam Smith.³ Sont-ce ses attaches sociales qui l'en ont retenu? Ou le rôle économique qu'il confiait à cette classe dans l'investissement rural et dans la demande des produits urbains? Adam Smith exigera de cette classe que, pour permettre la croissance économique, au lieu de payer des domestiques qui la servent, elle paie des ouvriers qui produisent, qu'elle participe donc à l'accumulation du capital, comme la classe urbaine... Dans son modèle, elle devient ainsi source de la croissance. Cette exigence d'Adam Smith mérite aujourd'hui réflexion. Le surplus agricole, qui comme alors fait vivre une classe aisée, sert-il à la croissance économique?

À la lumière du modèle de Quesnay, elle semble remplir son rôle en drainant les revenus agricoles pour les dépenser en ville et promouvoir les activités urbaines... à deux réserves près pourtant:

Il eût certainement attendu qu'elle consacre une plus grande part de son revenu à l'investissement agricole pour accroître la productivité de ce secteur.

Il eût blâmé sa préférence pour les produits d'importation qui ruinent l'expansion des circuits économiques internes.

Le modèle de croissance d'Adam Smith est par contre plus exigeant. À sa lumière se pose la question de savoir si le surplus agricole dépensé par la

3. A. SMITH, « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations », dans *Les Grands Économistes*, Osnabrück (RFA), O. Zeller Verlag, 1966, vol. I, p. 188.

bourgeoisie urbaine actuelle doit être assimilé à la rente foncière ou au revenu d'entreprise. Il ne s'identifie certes ni à l'un ni à l'autre, mais où se situe-t-il entre ces deux pôles? La rente foncière n'a-t-elle pas converti l'essentiel du surplus économique de l'Europe en consommations souvent somptuaires, pendant des siècles, au détriment de l'investissement, tandis que le capital accumulé par la bourgeoisie s'accroissait par le commerce et l'industrie? L'usage actuel du surplus agricole en Afrique, vers quoi conduit-il? Ne risque-t-il pas de bloquer le développement? N'est-il pas un obstacle essentiel à l'industrialisation? Le modèle d'Adam Smith nous rend songeur face à la situation actuelle!

Les dernières suggestions que nous pouvons tirer des auteurs du XVIII^{ème} siècle sont relatives au commerce extérieur. Alors que les théories actuelles concentrent toute leur attention sur le gain dans l'échange, les auteurs du XVIII^{ème} siècle y sont peu sensibles, toute leur attention allant à l'impact des flux extérieurs sur la dynamique interne de l'économie. Il y a là matière à réflexion pour qui étudie les possibilités d'industrialisation dans les pays d'Afrique. Dans quelle mesure le commerce extérieur peut-il jouer le rôle de levier envisagé au XVIII^{ème} siècle?

S'il fallait compter, sans commerce extérieur, développer les flux économiques ville-campagne au point que l'industrialisation devienne pertinente, aucun pays ne se serait industrialisé. Le développement des circuits internes qui rend rationnel l'industrialisation ne peut se faire sans le concours de flux externes. Mais le développement de flux externes n'assure pas pour autant l'industrialisation. Quelles conditions faut-il satisfaire? Vers quoi doit s'orienter la politique pour atteindre un résultat positif?

S'ils ne donnent pas une réponse explicite à ces questions, les auteurs auxquels nous nous référons nous apportent des suggestions à travers le modèle même qu'ils proposent:

L'articulation des flux y est essentielle, ce qui signifie que le commerce extérieur est beaucoup plus qu'un flux d'exportation et un flux d'importation. L'exportation n'est que l'aboutissement d'un réseau d'échanges internes et ce qui détermine la valeur pour le pays de telle exportation, c'est l'ensemble de ses effets d'amont. Il ne s'agit pas simplement des effets calculables avec une matrice d'input-output, tels qu'on les calcule aujourd'hui, mais de tous les effets d'induction et d'entraînement possibles. Nombre de ces effets sont entravés par des blocages institutionnels, structurels, sociaux,... de telle sorte que l'accroissement du revenu national provoqué par une augmentation donnée du flux d'exportation est bien inférieur à ce qu'il pourrait être.

Il en va de même pour les importations. On a l'habitude de les considérer comme plus ou moins désirables selon leur nature, les biens de luxe étant à un extrême et ceux de production à l'autre. En suivant la logique du même modèle, c'est plutôt l'effet des importations sur les activités internes que nous devrions repérer. Hume nous suggère que l'importation de biens de luxe peut susciter beaucoup d'activités. Si la

campagne vend peu, c'est souvent parce qu'elle n'en voit pas l'intérêt; qu'est-ce qui peut le susciter? – Peut-être faut-il non seulement des transistors et des bicyclettes pour accroître sa production commercialisée... des nouveautés qu'on importe, pour les produire ensuite soi-même. À recenser tous les effets des importations, il y aurait beaucoup à faire; et l'on pourrait notamment rechercher comment elles peuvent ouvrir la voie à l'industrie nationale (suggestion de Hume).

En conclusion, il semble que le dépassement de l'approche mercantiliste par le modèle que nous avons appelé « du XVIII^{ème} siècle » suggère un renouvellement de réflexions et de politiques dont l'importance n'est pas négligeable pour faire face aux problèmes de l'industrialisation dans nombre de pays d'Afrique... même plus, pour ouvrir de nouvelles voies à un effort d'industrialisation qui est aujourd'hui dans l'impasse.